

Règlement grand-ducal du 8 février 2017 portant fixation

1. **des conditions et modalités pour l'obtention de l'attestation habilitant à faire des remplacements dans les centres, instituts et services de l'Éducation différenciée;**
2. **des modalités de calcul et d'allocation de l'indemnité de remplacement applicables au personnel du Service de l'éducation différenciée effectuant des remplacements.**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État, notamment son article 70 ;

L'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics ayant été demandé ;

Vu l'article 2, paragraphe 1^{er} de la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État et considérant qu'il y a urgence ;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Arrêtons :

Chapitre 1^{er} — Conditions et modalités pour l'obtention de l'attestation habilitant à faire des remplacements dans les centres, instituts et services de l'Éducation différenciée.

Art. 1^{er}.

(1) Peut être admis à remplacer le titulaire de groupe, l'intervenant spécialisé ou l'agent assurant des missions de diagnostic, de conseil, de guidance et de rééducation spécialisée dans les centres, instituts et services de l'Éducation différenciée, le candidat pouvant se prévaloir des conditions suivantes :

1. être au moins détenteur d'un bachelors en lien avec la spécialité du remplacé ou d'un diplôme ou certificat inscrit au registre des diplômes par le ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions ;
2. avoir fait preuve d'une connaissance adéquate des trois langues administratives telles que définies par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues ou avoir été dispensé selon les dispositions de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État ;
3. être détenteur de l'attestation habilitant à remplacer le titulaire de groupe, l'intervenant spécialisé ou l'agent assurant des missions de diagnostic, de conseil, de guidance et de rééducation spécialisée dans les centres, instituts et services de l'Éducation différenciée.

(2) Par dérogation au paragraphe 1^{er}, point 1., et à défaut de candidature correspondant au niveau d'études y requis, le remplacement peut également être assuré par un détenteur de l'attestation habilitant à remplacer un 2^e intervenant prévue à l'article 2.

Art. 2.

Peut être admis à remplacer un 2^e intervenant dans les centres, instituts et services de l'Éducation différenciée, le candidat pouvant se prévaloir des conditions suivantes :

1. avoir suivi avec succès au moins l'enseignement des cinq premières années d'études dans un établissement d'enseignement secondaire ou avoir réussi le cycle moyen de l'enseignement secondaire technique soit du régime technique, soit du régime de la formation du technicien ou avoir obtenu le diplôme d'aptitude professionnelle ou présenter une attestation portant sur des études reconnues équivalentes par le ministre ayant l'éducation nationale dans ses attributions ;

2. avoir fait preuve d'une connaissance adéquate des trois langues administratives telles que définies par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues ou avoir été dispensé selon les dispositions de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État ;
3. être détenteur de l'attestation habilitant à remplacer un 2^e intervenant dans les centres, instituts et services de l'Éducation différenciée.

Art. 3.

Le candidat introduit un dossier comprenant les pièces suivantes :

1. un curriculum vitae ;
2. une lettre de motivation ;
3. une copie des diplômes et certificats respectifs ;
4. un extrait des bulletins n°2 et n°5 du casier judiciaire datant tous les deux de moins de 2 mois.

Sur base du dossier, le directeur de l'Éducation différenciée ou son délégué décide si le candidat est autorisé à effectuer un stage dans les centres, instituts et services de l'Éducation différenciée, en vue de l'obtention de l'attestation habilitant à faire des remplacements.

Art. 4.

En vue de l'obtention de l'attestation de remplacement prévue à l'article 1^{er}, point 3., le candidat remplissant les conditions pour remplacer le titulaire de groupe, l'intervenant spécialisé ou l'agent assurant des missions de diagnostic, de conseil, de guidance et de rééducation spécialisée telles que prévues à l'article 1^{er} suit un stage d'une durée de deux semaines, dont une semaine au sein d'un centre ou institut de l'Éducation différenciée et une semaine dans un service de l'Éducation différenciée assurant des interventions spécialisées ambulatoires.

Des réductions de stage peuvent être accordées par le directeur de l'Éducation différenciée.

Pendant le stage, le candidat participe à toutes les activités qu'il est appelé à remplir en tant que remplaçant. Sous la responsabilité des titulaires de groupes, des intervenants spécialisés ou de l'agent assurant des missions de diagnostic, de conseil, de guidance et de rééducation spécialisée respectifs, il organise et anime au moins deux activités, une pour chaque lieu de stage. À la fin du stage les titulaires de groupes, les intervenants spécialisés ou les agents assurant des missions de diagnostic, de conseil, de guidance et de rééducation spécialisée respectifs transmettent, pour chaque candidat, une appréciation au directeur de l'Éducation différenciée ou son délégué.

Pendant le stage le candidat constitue un portfolio de stage qui comprend les éléments suivants :

1. au moins quatre préparations écrites d'activités organisées et animées par le candidat ;
2. des réflexions quant aux processus d'apprentissage et le plan éducatif individualisé des élèves pris en charge ;
3. l'approche préconisée quant au contact avec des parents d'élèves.

Le directeur de l'Éducation différenciée ou son délégué apprécie le portfolio de stage du candidat.

Art. 5.

En vue de l'obtention de l'attestation de remplacement prévue à l'article 2, point 3., le candidat remplissant les conditions pour remplacer un 2^e intervenant telles que prévues à l'article 2 suit un stage d'initiation et d'observation d'une durée de deux semaines, dont une semaine au sein d'un centre ou institut de l'Éducation différenciée et une semaine dans un service de l'Éducation différenciée assurant des interventions spécialisées ambulatoires.

Des réductions de stage peuvent être accordées par le directeur de l'Éducation différenciée.

Pendant le stage d'initiation, le candidat participe à toutes les activités qu'il est appelé à remplir en tant que remplaçant sous la responsabilité des titulaires de groupes, des intervenants spécialisés ou de l'agent assurant des missions de diagnostic, de conseil, de guidance et de rééducation spécialisée respectifs.

À la fin du stage, le candidat rédige un rapport de synthèse sur le déroulement de son stage.

Le directeur de l'Éducation différenciée ou son délégué apprécie le rapport de stage.

Art. 6.

En cas d'appréciation positive du portfolio ou du rapport de stage, le candidat se voit délivrer par le directeur de l'Éducation différenciée soit l'attestation habilitant à remplacer le titulaire de groupe, l'intervenant spécialisé ou l'agent assurant des missions de diagnostic, de conseil, de guidance et de rééducation spécialisée, soit l'attestation habilitant à remplacer un 2^e intervenant.

Chapitre 2 — Modalités de calcul et d'allocation de l'indemnité de remplacement applicables au personnel du Service de l'Éducation différenciée effectuant des remplacements.**Art. 7.**

Les personnes détenteurs de l'une des attestations habilitant à faire des remplacements et effectuant des remplacements dans les centres, instituts et services de l'Éducation différenciée sont engagées en qualité d'employé de l'État conformément à la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État.

Art. 8.

Le remplaçant est engagé dans la catégorie, le groupe et le sous-groupe d'indemnité du remplacé, à condition que le remplaçant remplisse au moins les conditions d'études et de formation professionnelle du remplacé. À défaut, le remplaçant est engagé dans la catégorie, le groupe et le sous-groupe d'indemnité pour lequel il remplit les conditions d'études.

Art. 9.

L'indemnité (au nombre indice 100) par heure prestée dans les centres, instituts et services de l'Éducation différenciée due pour les remplacements de courte durée est fixée selon le niveau d'études et de formation professionnelle de la personne remplacée, à savoir :

1. si le remplacé est détenteur d'un master ou d'un diplôme ou certificat inscrit au registre des diplômes, le remplaçant touche une indemnité par heure de 4,98 euros ;
2. si le remplacé est détenteur d'un bachelor ou d'un diplôme ou certificat inscrit au registre des diplômes, le remplaçant touche une indemnité par heure de 4,46 euros ;
3. si le remplacé est détenteur d'un diplôme de fin d'études secondaires ou de fin d'études secondaires techniques ou d'un diplôme ou certificat reconnu équivalent par le ministre ayant l'éducation nationale dans ses attributions, le remplaçant touche une indemnité par heure de 3,75 euros ;
4. si le remplacé ne peut pas se prévaloir des diplômes cités sous 1. à 3., mais est détenteur de l'attestation habilitant à faire des remplacements, le remplaçant touche une indemnité par heure de 3,46 euros.

Cette indemnité est augmentée de 0,61 euros si le remplaçant remplit les conditions de l'allocation de famille prévues à l'article 18 de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État.

Art. 10.

(1) Une indemnité mensuelle est due au remplaçant pour une occupation continue d'un mois au moins.

(2) L'indemnité mensuelle due au remplaçant bénéficiant d'une tâche complète est fixée (au nombre indice 100) selon le niveau d'études et de formation professionnelle de la personne remplacée, à condition que le remplaçant satisfait au moins aux conditions d'études et de formation professionnelle du remplacé:

1. Si le remplacé est détenteur d'un master ou d'un diplôme ou certificat inscrit au registre des diplômes, le remplaçant touche une indemnité de 591,57 euros ;
2. Si le remplacé est détenteur d'un bachelor ou d'un diplôme ou certificat inscrit au registre des diplômes, le remplaçant touche une indemnité de 534,91 euros ;
3. Si le remplacé est détenteur d'un diplôme de fin d'études secondaires ou de fin d'études secondaires techniques ou d'un diplôme ou certificat reconnu équivalent par le ministre ayant l'éducation nationale dans ses attributions, le remplaçant touche une indemnité de 450,79 euros ;
4. Si le remplacé ne peut pas se prévaloir des diplômes cités sous 1. à 3. mais est détenteur de l'attestation habilitant à faire des remplacements le remplaçant touche une indemnité de 414,10 euros.

À défaut, le remplaçant est engagé dans la catégorie, le groupe et le sous-groupe d'indemnité correspondant à ses qualifications.

L'indemnité mensuelle du remplaçant remplissant les conditions prévues à l'article 18 de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État est augmentée de 53,92 euros.

(3) L'indemnité mensuelle due au remplaçant bénéficiant d'une tâche partielle est calculée au prorata des heures hebdomadaires assurées par rapport à une tâche complète.

Art. 11.

Le montant de l'indemnité inclut l'allocation de repas ainsi que l'allocation de fin d'année prévues aux articles 19 et 20 de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État.

Art. 12.

Les indemnités inscrites aux articles 9 et 10 du présent règlement subissent la même adaptation au coût de la vie que les traitements des fonctionnaires de l'État et les indemnités des employés de l'État.

Chapitre 3 — Dispositions transitoires et finales.

Art. 13.

(1) L'attestation habilitant à remplacer le titulaire de groupe, l'intervenant spécialisé ou l'agent assurant des missions de diagnostic, de conseil, de guidance et de rééducation spécialisée, respectivement l'attestation habilitant à remplacer le 2^e intervenant est décernée d'office par le directeur de l'Éducation différenciée aux personnes assurant ou ayant assuré des remplacements dans les centres, instituts et services de l'Éducation différenciée avant l'entrée en vigueur du présent règlement, et remplissant les conditions prévues à l'article 1^{er}, respectivement à l'article 2.

(2) Par dérogation au paragraphe (1), l'attestation habilitant à remplacer le 2^e intervenant est décernée d'office par le directeur de l'Éducation différenciée aux personnes assurant ou ayant assuré des remplacements dans les centres, instituts et services de l'Éducation différenciée avant l'entrée en vigueur du présent règlement et qui ne peuvent se prévaloir ni des conditions prévues à l'article 1^{er}, ni des conditions prévues à l'article 2.

Art. 14.

Notre Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*Le Ministre de l'Éducation nationale,
de l'Enfance et de la Jeunesse,*
Claude Meisch

Palais de Luxembourg, le 8 février 2017.
Henri





Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications, fait à New York, le 19 décembre 2011 - Ratification du Paraguay.

Il résulte d'une notification du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qu'en date du 20 janvier 2017, le Paraguay a ratifié le Protocole désigné ci-dessus, qui entrera en vigueur à l'égard de cet État le 20 avril 2017, conformément au paragraphe 2 de l'article 19 du Protocole.





Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications, fait à New York, le 19 décembre 2011 - Ratification du Liechtenstein.

Il résulte d'une notification du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qu'en date du 25 janvier 2017, le Liechtenstein a ratifié le Protocole désigné ci-dessus, qui entrera en vigueur à l'égard de cet État le 25 avril 2017, conformément au paragraphe 2 de l'article 19 du Protocole.





Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications, fait à New York, le 19 décembre 2011 - Déclaration du Liechtenstein.

Il résulte d'une notification du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qu'en date du 25 janvier 2017, le Liechtenstein a fait la déclaration suivante dans le contexte du Protocole facultatif désigné ci-dessus:

Conformément à l'article 12 du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications du 19 décembre 2011, la Principauté du Liechtenstein déclare qu'elle reconnaît la compétence du Comité des droits de l'enfant pour recevoir et examiner des communications dans lesquelles un État partie affirme que la Principauté du Liechtenstein ne s'acquitte pas de ses obligations au titre de l'un quelconque des instruments suivants: la Convention relative aux droits de l'enfant; le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés ou le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants.





Accord sur les privilèges et immunités de la Cour pénale internationale, fait à New York, le 9 septembre 2002 - Ratification du Pérou.

Il résulte d'une notification du Secrétariat général de l'Organisation des Nations Unies qu'en date du 17 janvier 2017, le Pérou a ratifié l'Accord désigné ci-dessus, qui est entré en vigueur à l'égard de cet État le 16 février 2017, conformément au paragraphe 2 de l'article 35 de l'Accord.





Loi du 23 juillet 2016 portant modification 1. du Code de la sécurité sociale; 2. de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, et abrogeant la loi modifiée du 21 décembre 2007 concernant le boni pour enfant - RECTIFICATIF.

Au Mémorial A - N° 138 du 28 juillet 2016, à la page 2355, en dessous de la signature du Ministre, il y a lieu d'ajouter la ligne suivante :

Doc. parl. 6832; sess. ord. 2014-2015 et 2015-2016.





Arrêté ministériel du 13 février 2017 portant fixation de la part de l'État et de la part respectivement des communes ou des syndicats scolaires dans les rémunérations du personnel enseignant et du personnel socio-éducatif de l'enseignement fondamental du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015.

*Le Ministre de l'Éducation nationale,
de l'Enfance et de la Jeunesse,*

Vu l'article 76 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental,

Arrête:

Art. 1^{er}.

Du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015, les rémunérations du personnel enseignant et du personnel socio-éducatif de l'enseignement fondamental sont prises en charge, pour la part qui incombe à chacun, par l'État et respectivement les communes ou les syndicats scolaires d'après les indications contenues aux colonnes intitulées « Total personnel enseignant + éducateurs / Part à charge de l'État » et « Montant communal final » des tableaux qui font suite au présent arrêté et qui en font partie intégrante.

Art. 2.

Le présent arrêté, suivi des tableaux susmentionnés, sera publié au Mémorial.

Luxembourg, le 13 février 2017.

*Le Ministre de l'Éducation nationale,
de l'Enfance et de la Jeunesse*
Claude Meisch

Code numérique	Année	Personnel enseignant				Éducateurs - 2e intervenants dans l'éducation précoce				Total personnel enseignant + éducateurs				Montant communal final
		1.1.2015 - 31.12.2015		1.1.2015 - 31.12.2015		1.1.2015 - 31.12.2015		1.1.2015 - 31.12.2015		1.1.2015 - 31.12.2015		Compensation salariés communaux		
		Part à charge des communes	Part à charge de l'État	Total	Part à charge des communes	Part à charge de l'État	Total	Part à charge des communes	Part à charge de l'État	Total				
C 001	BASCHARAGE													
C 002	BASTENDORF													
C 003	BEAUFORT	831.396,54	2.325.115,13	3.156.511,67	37.075,52	2.399.266,18	2.436.341,70	868.472,06	4.724.381,31	5.592.853,37				868.472,06
C 004	BECH													
C 005	BECKERICH	627.587,24	1.542.707,63	2.170.294,87		1.542.707,63	1.542.707,63	627.587,24	3.085.415,26	3.713.002,50				627.587,24
C 006	BERDORF	533.875,86	1.335.994,04	1.869.869,90	19.733,22	1.375.460,47	1.395.193,69	553.609,08	2.711.454,51	3.265.063,59				553.609,08
C 007	COLMAR-BERG	588.629,10	1.519.613,34	2.108.242,44	19.733,22	1.559.079,77	1.578.812,99	608.362,32	3.078.693,11	3.687.055,43				608.362,32
C 008	BERTRANGE	1.727.669,87	4.092.667,86	5.820.337,73	29.599,82	4.151.867,51	4.181.467,33	1.757.269,69	8.244.535,37	10.001.805,06				1.757.269,69
C 009	PREIZERDAUL	433.185,06	961.258,90	1.394.443,96	19.733,22	1.000.725,33	1.020.458,55	452.918,28	1.961.984,23	2.414.902,51				452.918,28
C 010	BETTEMBOURG	2.817.302,56	7.299.425,30	10.116.727,86	128.265,90	7.555.957,11	7.684.223,01	2.945.568,46	14.855.382,41	17.800.950,87				2.945.568,46
C 011	BETTENDORF	773.499,02	2.077.835,80	2.851.334,82	21.377,65	2.120.591,10	2.141.968,75	794.876,67	4.198.426,90	4.993.303,57				794.876,67
C 012	BETZDORF	1.268.912,47	2.955.596,53	4.124.511,00	46.044,17	2.947.686,87	2.993.731,04	1.314.956,64	5.803.285,40	7.118.242,04				1.314.956,64
C 013	BISSEN	928.718,80	2.233.725,42	3.162.444,22	9.191,97	2.252.109,36	2.261.301,33	937.910,77	4.485.834,78	5.423.745,55				937.910,77
C 014	BIVER	505.677,72	1.112.781,83	1.618.459,55	13.155,48	1.139.092,78	1.152.248,26	518.833,20	2.251.874,61	2.770.707,81				518.833,20
C 015	BOEVANGE/ATtert	685.958,89	1.608.515,15	2.294.474,04	19.733,22	1.647.981,58	1.667.714,80	705.692,11	3.256.496,73	3.962.188,84				705.692,11
C 016	BOULAIDE													
C 017	BOURSCHEID	416.094,10	997.313,48	1.413.407,58	12.396,51	1.022.106,49	1.034.503,00	428.490,61	2.019.419,97	2.447.910,58				428.490,61
C 018	BOUS	423.040,51	993.024,74	1.416.065,25	19.733,22	1.032.491,17	1.052.224,39	442.773,73	2.025.515,91	2.468.289,64				442.773,73
C 019	BURMERANGE													
C 020	CLEMENCY													
C 021	CLERVAUX (A)													
C 022	CONSDORF	522.534,97	1.245.253,31	1.767.788,28	26.310,95	1.297.875,22	1.324.186,17	548.845,92	2.543.128,53	3.091.974,45				548.845,92
C 023	CONSTHUM													
C 024	CONTERN	895.412,09	1.909.572,52	2.804.984,61	39.466,43	1.988.505,38	2.027.971,81	934.878,52	3.898.077,90	4.832.956,42				934.878,52
C 025	DALHEIM	556.249,28	1.308.027,74	1.864.277,02	14.799,91	1.337.627,56	1.352.427,47	571.049,19	2.645.655,30	3.216.704,49				571.049,19
C 026	DIKIRCH	1.546.431,33	4.154.438,30	5.700.869,63	59.199,65	4.272.837,59	4.332.037,24	1.605.630,98	8.427.275,89	10.032.906,87				1.605.630,98
C 027	DIFFERDANGE	7.917.485,74	23.519.933,88	31.437.419,62	201.190,25	23.922.314,39	24.123.504,64	8.118.675,99	47.442.248,27	55.560.924,26				8.118.675,99
C 028	DIPPACH	900.193,16	2.166.491,42	3.066.684,58		2.166.491,42	2.166.491,42	900.193,16	4.332.982,84	5.233.176,00				900.193,16
C 029	DUDELANGE	5.431.537,56	14.278.690,98	19.710.218,54	118.399,29	14.515.479,57	14.633.878,86	5.549.936,85	28.794.160,55	34.344.097,40				5.549.936,85
C 030	ECHTERNACH	1.473.571,61	4.086.527,58	5.560.099,19	39.466,43	4.165.460,44	4.204.926,87	1.513.038,04	8.251.988,02	9.765.026,06				1.513.038,04
C 031	ELL	400.574,09	925.190,06	1.325.764,15	14.799,91	954.789,88	969.589,79	415.374,00	1.879.979,94	2.295.353,94				415.374,00
C 032	ERMSDORF													
C 033	ERPELDANGE	582.317,61	1.383.909,96	1.966.227,57	19.733,22	1.423.376,39	1.443.109,61	602.050,83	2.807.286,35	3.409.337,18				602.050,83
C 034	ESCHALZETTE	9.029.277,53	25.702.743,82	34.732.021,35	282.589,77	26.267.923,36	26.550.513,13	9.311.867,30	51.970.667,18	61.282.534,48				9.291.121,94
C 035	ESCH/SURE (A)													
C 036	ESCHWELLER													
C 037	ETTELBRUCK	2.313.775,69	6.435.200,71	8.748.976,40	65.777,39	6.566.755,48	6.632.532,87	2.379.553,08	13.001.956,19	15.381.509,27				2.360.267,51
C 038	FEULEN	601.535,45	1.493.824,86	2.095.360,31	39.466,43	1.572.757,72	1.612.224,15	641.001,88	3.066.582,58	3.707.584,46				641.001,88
C 039	FISCHBACH	427.786,25	1.030.992,88	1.458.779,13	14.926,41	1.060.845,69	1.075.772,10	442.712,66	2.091.838,57	2.534.551,23				442.712,66
C 040	FLAXWELLER													
C 041	FOUHREN													

Code numérique	Année	Nom	Personnel enseignant			Éducateurs - 2e intervenants dans l'éducation précoce			Total personnel enseignant + éducateurs			Montant communal final
			1.1.2015 - 31.12.2015			1.1.2015 - 31.12.2015			1.1.2015 - 31.12.2015			
			Part à charge des communes	Part à charge de l'État	Total	Part à charge des communes	Part à charge de l'État	Total	Part à charge des communes	Part à charge de l'État	Total	
C 042		FRISANGE	1.000.246,63	2.292.630,75	3.292.877,38	39.466,43	2.371.563,61	2.411.030,04	1.039.713,06	4.664.194,36	5.703.907,42	1.039.713,06
C 043		GARNICH	630.297,73	1.414.501,13	2.044.798,86	19.733,22	1.453.967,56	1.473.700,78	650.030,95	2.868.468,69	3.518.499,64	650.030,95
C 044		GOESDORF	447.711,90	1.219.338,07	1.667.049,97	19.733,22	1.258.804,50	1.278.537,72	467.445,12	2.478.142,57	2.945.587,69	467.445,12
C 045		GREVENMACHER	1.324.669,41	3.413.260,15	4.737.929,56	19.733,22	3.413.260,15	3.413.260,15	1.324.669,41	6.826.520,30	8.151.189,71	1.324.669,41
C 046		GROSSBOUS	287.678,16	699.158,88	986.837,04	19.733,22	738.625,31	758.358,53	307.411,38	1.437.784,19	1.745.195,57	307.411,38
C 047		HEFFINGEN	423.020,09	988.204,94	1.411.225,03	19.733,22	1.027.671,37	1.047.404,59	442.753,31	2.015.876,31	2.458.629,62	442.753,31
C 048		HEIDERSCHEID										
C 049		HEINERSCHEID										
C 050		HESPERANGE	3.312.266,29	8.340.732,82	11.652.999,11	120.929,19	8.582.591,21	8.703.520,40	3.433.195,48	16.923.324,03	20.356.519,51	3.433.195,48
C 051		HOBSCHEID	891.230,26	2.113.561,92	3.004.792,18	39.466,43	2.192.494,78	2.231.961,21	930.696,69	4.306.056,70	5.236.753,39	930.696,69
C 052		HOSSCHEID										
C 053		HOSINGEN										
C 054		JUNGLINSTER	1.909.687,70	4.353.820,88	6.263.508,58	48.574,07	4.450.969,02	4.499.543,09	1.958.261,77	8.804.789,90	10.763.051,67	1.958.261,77
C 055		KAUTENBACH										
C 056		KAYL	2.239.041,97	6.238.655,99	8.477.697,96	39.466,43	6.317.588,95	6.357.055,28	2.278.508,40	12.556.244,84	14.834.753,24	2.278.508,40
C 057		KEHLEN	1.132.895,22	2.683.187,55	3.816.082,77	39.466,43	2.762.120,41	2.801.586,94	1.172.361,65	5.445.307,96	6.617.669,61	1.172.361,65
C 058		KOERICH	708.058,06	1.665.782,42	2.373.840,48	19.733,22	1.705.248,85	1.724.982,07	727.791,28	3.371.031,27	4.098.822,55	727.791,28
C 059		KOPSTAL	840.573,12	1.924.346,53	2.764.919,65	19.733,22	1.963.812,96	1.983.546,18	860.306,34	3.888.159,49	4.748.465,83	860.306,34
C 060		LAC DE LA HAUTE SURE										
C 061		LAROCLETTE	766.629,21	2.159.754,07	2.926.383,28	19.733,22	2.199.220,50	2.218.953,72	766.362,43	4.358.974,57	5.145.337,00	766.362,43
C 062		LENNINGEN	640.297,42	1.481.518,18	2.121.815,60	29.599,82	1.540.717,83	1.570.317,65	669.897,24	3.022.236,01	3.692.133,25	669.897,24
C 063		LEUDELANGE	660.535,73	1.547.234,84	2.207.770,57	19.733,22	1.586.701,27	1.606.434,49	660.268,95	3.133.936,11	3.814.205,06	660.268,95
C 064		LINTGEN	656.128,86	1.736.031,87	2.392.160,73	19.733,22	1.775.498,30	1.795.231,52	675.862,08	3.511.590,17	4.187.392,25	675.862,08
C 065		LORENTZWEILER	830.352,80	1.959.125,00	2.789.477,80	47.688,60	2.054.502,21	2.102.190,81	878.041,40	4.013.627,21	4.891.668,61	878.041,40
C 066		LUXEMBOURG	15.065.560,29	40.494.944,26	55.560.504,55	526.155,84	41.547.255,94	42.073.411,78	15.591.716,13	82.042.200,20	97.633.916,33	15.591.716,13
C 067		MAMER	2.220.296,93	5.298.767,96	7.519.064,89	72.144,30	5.443.056,56	5.515.200,86	2.292.441,23	10.741.824,52	13.034.265,75	2.292.441,23
C 068		MANTERNACH										
C 069		MEDERNACH										
C 070		MERSCH	2.253.663,99	5.961.346,37	8.215.010,36	41.110,87	6.043.568,10	6.084.678,97	2.294.774,86	12.004.914,47	14.299.689,33	2.294.774,86
C 071		MERTERT	1.254.836,71	3.164.463,85	4.419.300,56	35.713,75	3.235.891,34	3.271.605,09	1.290.550,46	6.400.355,19	7.690.905,65	1.290.550,46
C 072		MERTZIG	705.756,14	1.706.982,70	2.412.738,84	29.599,82	1.766.182,35	1.795.782,17	735.355,96	3.473.165,05	4.208.521,01	735.355,96
C 073		MOMPACH	354.134,46	803.911,12	1.158.045,58	19.733,22	843.377,55	863.110,77	373.867,68	1.647.288,67	2.021.156,35	373.867,68
C 074		MONDRANGE	1.467.238,72	3.418.901,04	4.886.139,76	59.199,65	3.557.300,33	3.596.499,98	1.526.438,37	6.956.201,37	8.482.639,74	1.526.438,37
C 075		MONDORF-LES-BAINS	1.139.298,74	2.951.805,41	4.091.104,15	59.199,65	3.070.204,70	3.129.404,35	1.198.498,39	6.022.010,11	7.220.508,50	1.198.498,39
C 076		MUNSHAUSEN										
C 077		NEUNHAUSEN										
C 078		NIEDERANVEN	1.207.597,46	2.772.663,25	3.980.260,71	59.199,65	2.891.062,54	2.950.262,19	1.266.797,11	5.663.725,79	6.930.522,90	1.266.797,11
C 079		NOMMERN	433.280,86	991.756,46	1.425.037,32	34.533,13	1.060.822,72	1.095.355,85	467.813,99	2.052.579,18	2.520.393,17	467.813,99
C 080		PETANGE	4.902.757,03	13.484.205,93	18.386.962,96	46.044,17	13.576.294,27	13.622.338,44	4.948.801,20	27.060.500,20	32.009.301,40	4.933.768,38
C 081		PUTSCHEID										
C 082		RAMBOUCH	1.051.789,30	2.723.370,16	3.775.159,46		2.723.370,16	2.723.370,16	1.051.789,30	5.446.740,32	6.498.529,62	1.051.789,30

Code numérique	Année	Nom	Personnel enseignant			Éducateurs - 2e intervenants dans l'éducation précoce			Total personnel enseignant + éducateurs			Montant communal final
			1.1.2015 - 31.12.2015			1.1.2015 - 31.12.2015			1.1.2015 - 31.12.2015			
			Part à charge des communes	Part à charge de l'État	Total	Part à charge des communes	Part à charge de l'État	Total	Part à charge des communes	Part à charge de l'État	Total	
C 083		RECKANGE/MESS	626.059,56	1.367.574,93	1.993.634,49	19.733,22	1.407.041,36	1.426.774,58	845.792,78	2.774.616,29	3.420.409,07	645.792,78
C 084		REDANGE/ATTERT	807.353,84	1.949.870,25	2.757.224,09	19.733,22	1.989.336,68	2.009.069,90	827.087,06	3.939.206,93	4.766.293,99	827.087,06
C 085		REISDORF	458.014,77	1.207.235,76	1.665.250,53	16.444,35	1.240.124,45	1.256.568,80	474.459,12	2.447.360,21	2.921.819,33	474.459,12
C 086		SCHENGEN (A)										
C 087		REMICH	852.928,35	2.345.753,23	3.198.681,58	19.733,22	2.365.219,66	2.404.952,88	872.661,57	4.730.972,89	5.603.634,46	872.661,57
C 088		ROESER	1.365.613,10	3.291.853,03	4.657.466,13	52.621,91	3.397.096,85	3.449.718,76	1.418.235,01	6.688.949,88	8.107.184,89	1.418.235,01
C 089		ROSPORT	597.158,28	1.451.258,48	2.048.416,76	19.733,22	1.490.724,91	1.510.458,13	1.616.891,50	2.941.983,39	3.558.874,89	1.616.891,50
C 090		RUMELANGE	1.778.782,77	4.870.863,70	6.649.446,47	59.199,65	4.989.062,99	5.048.262,84	1.837.982,42	9.859.726,69	11.697.709,11	1.837.982,42
C 091		SAEUL	209.846,79	477.305,91	687.152,70		477.305,91	477.305,91	209.846,79	954.611,82	1.164.458,61	209.846,79
C 092		SANDWEILER	911.075,99	2.088.992,67	3.000.068,66	59.874,29	2.208.741,24	2.268.615,53	970.950,28	4.297.733,91	5.268.684,19	970.950,28
C 093		SANEM	4.042.121,76	10.412.589,87	14.454.691,63	137.457,87	10.687.485,61	10.824.943,48	4.179.579,63	21.100.055,48	25.279.635,11	4.179.579,63
C 094		SCHIEREN	609.097,83	1.537.440,03	2.146.537,86	48.700,56	1.634.841,16	1.683.541,72	657.798,39	3.172.281,19	3.830.079,58	657.798,39
C 095		SCHIFFLANGE	2.675.416,39	7.401.283,05	10.076.699,44	9.866,61	7.421.016,27	7.430.882,88	2.685.283,00	14.822.299,32	17.507.582,32	2.685.283,00
C 096		SCHUTTRANGE	923.730,04	2.073.302,13	2.997.032,17	32.825,45	2.138.953,02	2.171.778,47	956.555,49	4.212.255,15	5.168.810,64	956.555,49
C 097		SEPTFONTAINES	193.819,19	437.062,30	630.881,49		437.062,30	437.062,30	193.819,19	874.124,60	1.067.943,79	193.819,19
C 098		STADTBREDIMUS	444.675,33	1.061.414,77	1.506.090,10	19.733,22	1.100.881,20	1.120.614,42	464.408,55	2.162.295,97	2.626.704,52	464.408,55
C 099		STEINFORT	1.225.086,77	3.043.745,51	4.268.832,28	28.545,70	3.100.836,91	3.129.382,61	1.253.632,47	6.144.582,42	7.398.214,89	1.253.632,47
C 100		STEINSEL	1.158.043,48	2.807.512,70	3.965.556,18	59.220,73	2.925.954,16	2.985.174,89	1.217.264,21	5.733.466,86	6.950.731,07	1.217.264,21
C 101		STRASSEN	1.694.617,90	4.040.708,44	5.725.326,34	56.037,27	4.152.782,99	4.208.820,26	1.740.655,17	8.193.491,43	9.934.146,60	1.740.655,17
C 102		TROISVIERGES	1.030.891,30	2.652.311,01	3.683.202,31	29.599,82	2.741.110,86	2.771.110,86	1.060.491,12	5.363.821,67	6.424.312,79	1.060.491,12
C 103		TUNTANGE	522.583,85	1.456.573,12	1.979.156,97	19.733,22	1.496.039,55	1.515.772,77	542.317,07	2.952.612,67	3.494.929,74	542.317,07
C 104		USELDANGE	486.996,31	1.170.484,91	1.657.481,22		1.170.484,91	1.170.484,91	486.996,31	2.340.969,82	2.827.966,13	486.996,31
C 105		VIANDEN	500.169,81	1.417.075,32	1.917.245,13	19.733,22	1.456.541,75	1.476.274,97	519.903,03	2.873.617,07	3.393.520,10	519.903,03
C 106		VICHTEN	349.452,98	818.407,79	1.167.860,77	19.733,22	857.874,22	877.607,44	369.186,20	1.676.282,01	2.045.468,21	369.186,20
C 107		WAHL	329.212,01	909.837,17	1.239.049,18	19.733,22	949.303,60	969.036,82	348.945,23	1.859.140,77	2.208.086,00	348.945,23
C 108		WALDBILLIG	519.806,57	1.217.177,91	1.736.984,48	19.733,22	1.256.644,34	1.276.377,56	539.539,79	2.473.822,25	3.013.362,04	539.539,79
C 109		WALDBREDIMUS	299.365,78	724.021,41	1.023.387,19	19.733,22	763.487,84	783.221,06	319.099,00	1.487.509,25	1.806.608,25	319.099,00
C 110		WALFERDANGE	1.829.193,35	4.510.606,00	6.339.799,35	66.307,29	4.647.220,57	4.715.527,86	1.897.500,64	9.157.826,57	11.055.327,21	1.897.500,64
C 111		WEILER-LA-TOUR	874.144,34	1.882.323,67	2.756.468,01	39.466,43	1.961.256,53	2.000.722,96	913.610,77	3.843.580,20	4.757.190,97	913.610,77
C 112		WEISWAMPACH	340.683,29	860.715,84	1.201.399,13	19.733,22	900.182,27	919.915,49	360.416,51	1.760.898,11	2.121.314,62	360.416,51
C 113		WELLENSTEIN										
C 114		WILTZ (A)										
C 115		WILWERWILTZ										
C 116		WINGRANGE	1.218.435,74	2.937.524,14	4.155.959,88	23.022,09	2.983.568,31	3.006.590,40	1.241.457,83	5.921.092,45	7.162.550,28	1.241.457,83
C 117		WINSELER										
C 118		WORMELDANGE										
C 119		KIISCHPELT										
C 120		TANDEL	645.715,20	1.634.606,63	2.280.321,83	19.733,22	1.674.073,06	1.693.806,28	665.448,42	3.308.679,69	3.974.128,11	665.448,42
C 121		CLERVAUX (2012)	1.229.966,64	3.154.219,95	4.384.185,59	19.733,22	3.193.685,38	3.213.418,60	1.249.699,86	6.347.904,33	7.597.604,19	1.249.699,86
C 122		ESCH-SUR-SURE (2012)	669.042,44	1.773.146,40	2.442.188,84	19.733,22	1.812.612,83	1.832.346,05	688.775,66	3.585.759,23	4.274.534,89	688.775,66
C 123		KAERJENG	2.388.818,23	5.771.149,65	8.159.967,88	34.533,13	5.840.215,91	5.874.749,04	2.423.351,36	11.611.365,56	14.034.716,92	2.423.351,36

Code numérique	Année	Nom	Personnel enseignant			Éducateurs - 2e intervenants dans l'éducation précoce			Total personnel enseignant + éducateurs			Montant communal final	
			Part à charge des communes	Part à charge de l'État	Total	Part à charge des communes	Part à charge de l'État	Total	Part à charge des communes	Part à charge de l'État	Total		Compensation salariés communaux
C 124		PARC HOSINGEN											
C 125		SCHENGEN (2012)	1.350.529,55	3.202.858,98	4.553.388,53	53.633,87	3.310.126,72	3.363.760,59	1.404.163,42	6.512.985,70	7.917.149,12		1.404.163,42
C 126		VALLEE DE L'ERNZ	901.870,94	2.330.861,58	3.232.832,52	54.266,34	2.439.394,27	2.493.660,61	956.237,28	4.770.255,85	5.726.493,13		956.237,28
C 127		Wiltz	1.670.879,93	4.807.358,71	6.478.238,64	59.789,96	4.926.938,62	4.986.728,58	1.730.669,89	9.734.297,33	11.464.967,22		1.730.669,89
S 017		SY d'une école régionale à Drielsborn	1.063.874,61	2.557.578,22	3.621.452,83	39.466,43	2.636.511,08	2.675.977,51	1.103.341,04	5.194.089,30	6.297.430,34		1.103.341,04
S 031		SY pr le sport à Hoescheid et Hosingen	1.502.648,78	3.675.891,77	5.178.540,55	59.199,65	3.794.291,06	3.853.490,71	1.561.848,43	7.470.182,83	9.032.031,26		1.561.848,43
S 041		SY Ecole régionale Harlange	1.036.477,03	2.511.937,91	3.548.414,94	39.466,43	2.590.870,77	2.630.337,20	1.075.943,46	5.102.808,68	6.178.752,14		1.075.943,46
S 043		SY intercommunal Ecole régionale Reuler											
S 049		SY inter. d'une Ecole centrale à Medernach											
S 051		SY Ecole interc. et ensemble infr. sport. rég.	895.260,74	2.038.445,13	2.933.705,87	39.466,43	2.117.377,99	2.156.844,42	934.727,17	4.155.823,12	5.090.550,29		934.727,17
S 054		SY enseig. scol. Wilwerwiltz et Kautenbach	600.280,49	1.465.357,48	2.065.637,97	19.733,22	1.504.823,91	1.524.557,13	620.013,71	2.970.181,39	3.590.195,10		620.013,71
S 069		SY d'un centre scol. interc. à Heiderscheid											
		Total	138.737.603,34	357.946.346,13	496.683.949,47	4.313.533,37	366.573.412,51	370.886.945,88	143.051.136,71	724.519.758,64	867.570.895,35		142.954.610,95

